

Felix Agbor Balla Nkongho, avocat camerounais de premier plan et militant reconnu pour son combat en faveur des droits humains, a été incarcéré neuf mois pour avoir pris part à des manifestations contre la marginalisation du système judiciaire et éducatif dans les régions anglophones du Cameroun, auquel le gouvernement francophone a réagi par un déchaînement de violence meurtrière. M. Nkongho, 49 ans, s'est rendu en Afrique du Sud au mois d'août afin de sensibiliser l'opinion à la crise qui secoue son pays. Il a répondu aux questions de Cheryl Hendricks et Gabriel Ngah.

Quelles sont la nature et les causes du conflit qui fait rage dans les régions anglophones du Cameroun ?

Felix Agbor Balla Nkongho : La cause principale du conflit est l'insatisfaction de la population du sud-ouest et du nord-ouest du pays vis-à-vis de l'état de l'Union entre la République du Cameroun et le Cameroun du Sud britannique. Cette union est entrée en vigueur en 1961, quand le Cameroun du Sud britannique a choisi d'être rattaché à la République du Cameroun, plutôt qu'à la République Fédérale du Nigéria. Depuis, la population anglophone a subi une marginalisation intolérable dans tous les domaines. Elle a été traitée comme des citoyens de seconde zone par le gouvernement francophone de Yaoundé. En 2016, ce mécontentement a viré au conflit ouvert. Cette escalade a eu lieu après que le gouvernement a fait la sourde oreille aux récriminations des avocats et des enseignants anglophones, qui dénonçaient l'érosion des systèmes éducatif et judiciaire anglophones au profit de systèmes et pratiques francophones. Au fil des ans, l'administration francophone a tenté d'effacer la structure fédérale de l'État et d'assimiler – voire d'annihiler – les régions anglophones. L'arrestation des dirigeants de l'Anglophone Consortium, une organisation issue de la société civile, en 2017, n'a fait qu'envenimer les choses. Les habitants des régions anglophones ont manifesté pour exiger leur libération, ainsi que la fin de la marginalisation des anglophones. La réaction du gouvernement de Paul Biya a été marquée par des exécutions de masse et des arrestations arbitraires. Les civils ont riposté en créant des groupes armés d'autodéfense. Ceux-ci sont devenus les Forces de restauration de l'Ambazonie, qui réclament aujourd'hui l'indépendance ou la séparation d'avec la République du Cameroun.

Quelles sont leurs principales revendications, et que leur répond le gouvernement ?

Felix Agbor Balla Nkongho : Les activistes du Cameroun du Sud réclament avant tout un retour à une fédération de deux États, comme en 1961, ou l'obtention d'une totale indépendance. L'ONU, qui a rejeté leur demande d'autonomie en 1961, leur a accordé une indépendance sous conditions en leur donnant le choix d'être rattachés soit à la République du Cameroun,

soit à la République fédérale du Nigéria. Pourtant, cette proposition était contraire à la loi relative aux États placés sous la tutelle de l'ONU. La création du Conseil national du Cameroun du Sud dans les années 1990 a ravivé le désir d'indépendance du Cameroun du Sud, conformément à son statut de 1961. Le gouvernement rejette toute demande de séparation et maintient que la décentralisation est la meilleure solution, pour un Cameroun uni et indivisible. La crise anglophone reste l'un des conflits les plus négligés de ce début de XXI^e siècle, avec plus de 2 000 morts et des centaines de maisons brûlées. On s'attend à recenser plus de 50 000 réfugiés camerounais au Nigéria d'ici à la fin de l'année. Les écoles sont fermées depuis maintenant trois ans. Heureusement, les organisations humanitaires, y compris les institutions de l'ONU, offrent une assistance absolument vitale aux personnes déplacées et dans le besoin. Mais l'assistance humanitaire n'a pas abordé les causes de la crise. Récemment, l'Union européenne a pris l'initiative d'une résolution pour encourager les parties adverses à ouvrir le dialogue. La Commissaire des Nations unies pour les droits humains s'est également rendue au Cameroun en mai. Elle a réclamé l'ouverture d'une enquête sur les violations des droits humains commises dans le pays, et expressément recommandé la mise en place d'un dialogue inclusif qui prenne en considération les origines du conflit. En outre, le Congrès américain a adopté une résolution en faveur du retour au fédéralisme au Cameroun. Par ailleurs, les États-Unis et l'Allemagne ont mis un terme à leur coopération militaire avec le Cameroun en signe de désaccord face aux violations des droits humains. Malheureusement, une tentative de médiation entre le gouvernement et les séparatistes, chapeauté par une organisation humanitaire suisse, semble avoir échoué à apaiser la situation. De manière générale, les appels à un dialogue inclusif et sans condition préalable n'ont pas été entendus.

Que faudrait-il faire pour parvenir à une résolution pacifique du conflit ?

Felix Agbor Balla Nkongho : Avant tout, le gouvernement doit cantonner ses troupes dans leurs baraquements et faire cesser la violence. Ensuite, il faut instaurer un cessez-le-feu et inciter les séparatistes à cesser leurs attaques contre les postes militaires dans les régions anglophones. Le gouvernement doit aussi faire libérer toutes les personnes détenues arbitrairement.

Ensuite, les puissances régionales et internationales doivent faire pression sur le gouvernement de Paul Biya pour créer un environnement propice au dialogue par des voies diplomatiques. Si cela échoue, des sanctions économiques et autres devront être prises à l'égard du gouvernement.

Enfin, les Nations unies doivent mettre en place une mission politique afin de résoudre la crise anglophone au Cameroun.

Quel rôle l'Afrique du Sud, en tant que membre non-permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, peut-elle jouer ?

L'Afrique du Sud peut apporter sa contribution en parrainant une résolution demandant au Conseil de sécurité de déclencher une intervention directe de l'ONU en vertu de sa charte. L'Afrique du Sud pourrait également demander à la Cour Internationale de Justice de se prononcer sur la question de savoir si l'octroi de l'indépendance au Cameroun du Sud, sous certaines conditions, était conforme au régime international de tutelle des Nations unies, et de corriger toute faille à ce sujet

<https://theconversation.com>
